

les débats avec beaucoup plus de soin et plus au long, que les journaux français, ont tous parlé français.

Parmi les discours qu'ils ont prononcés, nous remarquons ceux de MM. Cartier, Langevin, Cauchon et de Lothbinière-Harwood, en faveur de la confédération et ceux de MM. Dorian et Joly, député de Lothbinière, contre le projet. A la fin du discours de M. Harwood, M. Cartier complimenta l'orateur, et lui assura que son neveu, M. de Lothbinière, dont le portrait figure dans la salle des séances n'aurait pas désavoué son éloquence. C'est en effet une assez remarquable coïncidence que les deux petits fils du second président de l'ancienne chambre des communes du Bas-Canada, M. Harwood et M. Joly, aient été dans cette circonstance solennelle au premier rang parmi les orateurs des deux côtés de la question.

La mesure fut emportée dans le Conseil Législatif par une division de 45, contre 15, et dans l'Assemblée par 91, contre 33. Le vote du Bas-Canada, dans l'Assemblée se divisa comme suit: pour la mesure 37, contre 25, le vote des députés catholiques 28, pour et 24, contre; enfin celui des députés franco-canadiens 27, pour et 22, contre. Les derniers chiffres ne donnent cependant point l'exacte mesure des choses, car plusieurs comtés dont la population est française et catholique sont représentés par des députés anglais et protestants.

Les débats dans l'Assemblée législative ont duré sept semaines et ont été abrégés par le vote sur la question préalable posée par le gouvernement lors de la nouvelle élection du Nouveau-Brunswick. Le gouvernement annonça par l'organe de M. McDonald, que les ministres allaient demander un vote de crédit, pour faire face aux dépenses du service civil et à celles qui pouvaient exiger la défense du pays, et proroger les chambres jusqu'au milieu de l'été; il ajouta que plusieurs membres du cabinet partiraient immédiatement pour Londres afin de conférer avec le gouvernement impérial sur les graves circonstances dans lesquelles se trouve la colonie.

Le parlement a voté à une très grande majorité les crédits demandés, lesquels comprennent une somme de deux millions de piastres pour les dépenses militaires. Dans les débats, l'hon. M. Galt ministre des finances, dans l'Assemblée législative et l'hon. M. Ross dans la Chambre haute ont insisté avec énergie sur la nécessité d'une entente définitive avec le gouvernement métropolitain; ils ont déclaré que la province était prête à faire sa part; mais qu'il fallait que le gouvernement métropolitain n'eût aucune illusion sur ce que cette part pouvait être; que les ressources du pays avaient des bornes et que celles de l'Empire n'en avaient guère, enfin que le langage tenu par une certaine partie de la presse en Angleterre était de nature à décourager les colons et à leur faire croire qu'ils ferraient en vain les sacrifices que l'on exigeait d'eux.

Tandis que ces choses se passaient dans notre pays, des débats importants dans le Parlement impérial attirèrent l'attention de l'Europe sur notre coin du monde. Lord Palmerston, M. Cardwell le ministre des colonies, et plus encore M. Disraeli et d'autres membres de l'opposition proclamaient l'impossibilité de nous abandonner tant que nous voudrions contribuer dans la mesure de nos forces à notre défense, et ils démontraient toute la honte d'une politique semblable à celle que M. Bright voudrait inaugurer à l'égard des colonies. M. Bright, lui-même et M. Lowe l'un des propriétaires du *Times* ont été presque les seuls à se prononcer pour le parti économique et peu magnifique de l'abandon graduel des colonies sous le prétexte que cela gêne en temps de guerre et ne donne pas beaucoup de profit en temps de paix. A la suite de ces débats les journaux et les revues périodiques de France ont beaucoup parlé de nous et de notre avenir. On a remarqué surtout, dans le *Correspondant*, un article de M. Rameau sur la confédération. Le même écrivain avait déjà fait son entrée dans cette célèbre revue par un article récent sur les progrès du catholicisme aux Etats-Unis.

Quelques jours s'étaient à peine écoulés depuis la prorogation du parlement, lorsque le juge Smith, devant qui les maraudeurs du sud avaient été traduits, a terminé l'audition de cette cause célèbre, et prononcé son jugement. Il a déclaré que les prisonniers étaient des bellégérants et que comme tels ils ne pouvaient être livrés aux autorités américaines. Cette déclaration fut reçue par de grands applaudissements. Immédiatement l'avocat du gouvernement américain annonça qu'il continuerait la poursuite intentée pour meurtre, le jugement ne s'appliquant qu'à l'accusation résultant du pillage de la banque; et en même temps les autorités canadiennes finissaient arrêter, pour la troisième fois, Young et ses camarades. Cette nouvelle procédure était fondée sur une accusation d'avoir enfreint nos lois de neutralité. Les faits sur lesquelles elle s'appuie s'étant passés dans le Haut-Canada, le gouvernement américain a abandonné ses poursuites et les accusés ont été transférés à Toronto sous une forte escorte militaire. Une assez vive agitation a régné pendant quelques jours à Montréal, par suite de cette affaire; les amis des innépés prétendant qu'on ne les envoyait au Haut-Canada que pour leur faire un troisième procès de la part des autorités américaines et obtenir enfin leur extradition des juges qui ont déjà fait livrer Burley.

On était au plus fort de toutes ces émotions quand le télégraphe annonça l'évacuation de Richmond et la grande et sanglante victoire remportée par Grant et Sheridan. Si ce n'est point la dernière c'est en toute probabilité l'avant dernière page de la guerre américaine. On discute encore à l'heure où nous écrivons l'étendue du désastre éprouvé par les confédérés et ses conséquences immédiates. Les pourra-t-il reformer une armée capable de tenter un dernier et suprême effort, et avec quelles chances de

succès le pourra-t-il? Le président Lincoln est déjà installé, dit-on, à Richmond, car il s'était rendu auprès de ses généraux à la veille de cet événement décisif. On assure même que des négociations eurent lieu avant la bataille et que le président a repoussé des offres qui lui furent faites par les confédérés. La vérité sur ce point ne tardera pas à être connue.

La grande nouvelle de la chute de Richmond a été reçue, dans tous les Etats du Nord, avec des bruyantes démonstrations de joie dont les populations américaines si impressionnables ont déjà plusieurs fois donné le spectacle. Discours, processions aux flambeaux, sonneries des cloches à toute volée, salves d'artillerie, pétards et fusées, rien n'y a manqué depuis New-York et Boston jusqu'à Chicago. Les juges même, dans les tribunaux, ont lu les dépêches télégraphiques et les ont fait afficher séance tenante. C'est un trait de mœurs locales bon à noter que cette alliance de Thémis avec Bellone, comme on eut dit autrefois.

Telles sont les graves circonstances au milieu desquelles quatre de nos ministres, MM. Cartier, McDonald, Galt et Brown se préparent à faire le voyage de Londres. La fin de la guerre américaine a toujours été considérée comme devant être le commencement de nos propres difficultés, et M. Seward ne fait aucun mystère d'une certaine demande d'indemnité qu'il doit présenter au gouvernement anglais pour les prises faites par les corsaires équipés dans le royaume uni, et pour divers autres articles *trop longs à détailler* comme on dit en style d'annonces. Il est donc plus temps que jamais de s'assurer de l'exacte valeur que le peuple et le gouvernement anglais attribuent à leurs colonies et de juger par des faits et des chiffres de la vérité ou de l'invincibilité des déclamations de l'école de Manchester.

Le dégrèvement des colonies, était également à la mode en France, à l'époque qui précéda la conquête et nos lecteurs pourront en juger par l'espèce de réception, qui fut faite par M. Berryer aux envoyés de M. de Vaudreuil et de M. de Montcalm.

"Vaudreuil et Montcalm, dit M. Dussieux (1) écrivirent aux ministres pour leur demander des secours et leur faire connaître la situation de la colonie qui allait périr par la famine et la guerre si on ne lui envoyait des vivres et des soldats. En même temps MM. de Bougainville et de Doreil s'embarquèrent pour la France afin d'appuyer les demandes de leurs chefs.

Pendant son séjour à Versailles, M. de Bougainville fut reçu le 8 avril par Sa Majesté et eut l'honneur de lui présenter la carte du Canada et les plans des forts de ce pays, qui avaient été levés par un habile officier du régiment de la Loire, M. de Crèvecoeur. Le roi donna la croix de Saint Louis au premier aide de camp de M. de Montcalm. Avant cette présentation, M. de Bougainville avait remis au ministre quatre mémoires fort importants, qui exposaient la situation de la colonie, ses ressources et ses besoins. Le ministre de la marine, l'inépète Berryer, reçut fort mal M. de Bougainville et lui dit: "Eh Monsieur, quand le feu est à la maison on ne s'occupe pas des écuries."—"On ne dira pas du moins, Monsieur, que vous parlez comme un cheval," répliqua Bougainville."

Du reste les probabilités d'une guerre avec les Etats-Unis sont loin d'être aussi grandes qu'on le dit. Il est à espérer que les hommes sensés dans la république voisine aimeront à la laisser respirer un peu avant de l'engager dans une lutte qui, selon l'expression du *Courrier des Etats-Unis* mettrait les cinq parties du monde en feu et porterait les horreurs de la guerre jusqu'au centre de l'Asie.

Parcelle chose serait d'autant plus désolante que l'humanité a mieux à faire que de s'entre-détruire, et que les entreprises les plus dignes du génie de l'homme se trouveraient paralysées par cette guerre folle et impie.

Le passage suivant de la chronique de *L'Echo du Cabinet de Lecture* présente un habile tableau des progrès étonnants que notre époque verrait s'accomplir si les hommes voulaient se laisser guider par leur véritables intérêts plutôt que par leur ambition, leurs haines et leurs rancunes:

"Nous ne terminerons pas cette *Chronique* sans dire quelques mots de la conférence que M. de Lesseps a faite récemment à Lyon, où cet infatigable promoteur du percement de l'isthme de Suez a rencontré le plus chaleureux accueil. M. de Lesseps a retracé le tableau des difficultés de toute sorte qu'il a eu à surmonter pour amener son œuvre au point où elle en est maintenant. Il a, en outre, annoncé qu'un contrat, passé avec les principaux entrepreneurs des travaux, stipule que l'ouverture du canal à la grande navigation aura lieu le 1er. Juillet 1868, sous peine de 500,000 fr. de dommages-intérêts. Dès à présent, la communication entre les deux mers est ouverte au moyen du canal maritime jusqu'à Ismailia, près du lac Timsah, et de ce point jusqu'à Suez par le canal d'eau douce. Trois ans et demi sont encore nécessaires pour achever le canal maritime et lui donner partout une largeur de 60 mètres plus de 180 pieds français et une profondeur capable d'en permettre l'accès aux grands paquebots.

"Sur tous les points où les travaux sont en activité, des villes se forment rapidement. L'isthme se peuple et l'eau du Nil fertilise les terrains. La ville de Suez, qui depuis un temps immémorial, souffrait d'une disette absolue d'eau potable, a vu sa population tripler en quatorze mois. On y comptait 4,000 âmes à la fin de 1863; aujourd'hui le chiffre de la population de Suez s'élève déjà à 12,000 habitants.

"C'est avec des espérances pareilles que nous saluons les progrès de la science moderne, qui tendent à supprimer les distances et à rapprocher les peuples. Nous croyons que ces inventions nouvelles auront pour résultat

(1) Le Canada sous la domination française par L. Dussieux, professeur d'histoire à l'école de St. Cyr, Paris 1855.